

# CARNET d'EUROPE

*La lettre d'actualité européenne des fédéralistes européens*  
N° 2 février 2014

## **Edito** par Alain RÉGUILLON

*Il est toujours un peu frustrant de devoir faire un choix tant l'actualité européenne est dense dans la plupart des journaux de la presse écrite. La radio fait aussi beaucoup d'efforts pour délivrer une actualité de qualité. Il serait tellement agréable que les journaux télévisés fassent aussi cet effort de qualité !*

*Las, ne rêvons pas ! Ce que je peux délivrer comme information dans ce cahier de huit pages n'est pas suffisant et j'en ai conscience. Aussi, je remercie celles et ceux qui le peuvent, de relayer cette actualité vers leurs propres réseaux.*

*Dans ce numéro, il m'a paru intéressant de voir l'euro sous un autre angle que purement économique en saluant l'arrivée de la Lettonie dans la zone euro, mais en signalant aussi la mise sur le marché d'euros andorrans et l'initiative du président de la monnaie de Paris de réclamer des pièces de 5 €.*

*L'aérospatiale montre la bonne santé des Airbus et des fusées Ariane5, ce qui n'empêche pas des restructurations de ce secteur avec les pertes d'emplois que cela génère.*

*La situation ukrainienne ne pouvait pas manquer à ce commentaire de l'actualité, soulignant combien, au-delà de ce pays, il s'agit d'un bras de fer entre l'Union européenne et la Russie.*

*Enfin, le dossier de cette lettre fait un point non exhaustif sur les rapports de la France et de l'Allemagne, avec ce que cela comporte de conséquences pour l'Union, voire pour la zone euro. Un commentaire sur le gouvernement de coalition montre les bonnes dispositions de certains nouveaux ministres allemands vis-à-vis de la France en espérant que celle-ci saisisse cette opportunité pour faire avancer l'intégration européenne.*

*Enfin, je ne pouvais terminer sans un mot, sévère, sur les élections européennes.*

*Mot sévère sur les partis politiques et la désignation des candidats, tout en montrant les risques, au-delà du Parlement européen, que ferait peser sur la gouvernance de l'Union une arrivée importante d'extrémistes au sein de cette assemblée.*

*La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Presse fédéraliste - ISSN : 2119-2847  
Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON, président de l'Union européenne des fédéralistes France  
Presse fédéraliste C/o Maison de l'Europe et des Européens - 242, rue Du Guesclin - 69003 LYON  
[www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu) et [www.uef.fr](http://www.uef.fr) - Contact : [uef.france@gmail.com](mailto:uef.france@gmail.com)*

*Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs*

## De tout un peu

### Et si l'on parlait d'euros !

Il ne s'agit pas d'une rubrique financière sur la monnaie unique, mais d'une rubrique numismatique, information recueillie dans l'excellente revue Monnaie magazine

#### Des pièces de 5 € euro ?

Le PDG de la Monnaie de Paris vient de proposer à ses partenaires et à la Banque centrale européenne d'émettre des pièces de 5 € en substitution des billets.

Ses arguments sont forts, mais seront-ils suffisants à convaincre les décideurs ? Ses arguments : une pièce a une durée de vie moyenne de 40 ans, un billet de... 1an ! Le remplacement des billets par des pièces constituerait une économie de quelque 10 milliards d'euros.

Deux ans après une première tentative, l'actuelle campagne de la Monnaie de Paris aboutira-t-elle ? Affaire à suivre !

#### La Lettonie rejoint la zone euro

Et de dix-huit ! Qui dit que l'euro va mal ? La Lettonie devient le dix-huitième pays membre de la zone euro. Huit nouvelles pièces circulent depuis le 1<sup>er</sup> janvier, pièces frappées par l'atelier de Stuttgart choisi après consultation de plusieurs Mint, la Lettonie ne disposant pas de son propre atelier monétaire. 400 millions de pièces sont éditées pour une valeur globale de 97,800 millions d'euros.

#### Andorre, vingt et unième pays à utiliser l'euro.

Si dix-huit pays, membres de l'Union européenne, sont membres de la zone euro, ce sont vingt et un pays qui l'utilisent. En effet, depuis l'origine, en 1999, 2002 pour l'année de la monnaie fiduciaire, le Vatican, Saint-Marin et Monaco disposent de leurs propres euros sans pour autant décider du tirage, cela étant soumis à l'autorisation de la BCE. Andorre rejoint donc ces pays après 10 années de négociation avec l'Union

européenne. Pourquoi ? Andorre n'a jamais eu de monnaie autre que les pesetas et le franc comme le Vatican et Saint-Marin utilisaient la lire et Monaco le franc.

Une vingt et unième série de pièces est donc désormais disponible pour un montant global de 2 342 000 €. Les euros andorrans sont frappés pour moitié en Espagne et pour moitié en France.

Une valeur sûre pour les collectionneurs !

#### Les étrangers font confiance à l'euro.

N'en déplaise aux pourfendeurs de l'euro et autres nostalgiques de la monnaie nationale, notre monnaie européenne est très prisée en dehors de l'Union européenne.

La Banque d'Autriche, qui gère le stock stratégique de billets pour la BCE, vient de publier une étude qui montre que 25 % des billets émis et toujours en circulation sont détenus par des résidents de pays qui n'ont pas l'euro pour monnaie. Cela nous met presque à égalité avec le dollar.

La BCE estime à 130 milliards les euros en billets qui ont été transférés par les banques centrales nationales aux banques d'autres pays en 2012. Des ventes importantes ont été faites en Russie, au Royaume-Uni, en Suisse et en Afrique du Nord. Le Kosovo et le Monténégro fonctionnent en euros et la Serbie et la Croatie en font une grande consommation.

Ainsi, malgré la crise des dettes souveraines dans des pays ayant adopté l'euro, la confiance des ménages de nombre de pays hors la zone euro et même de l'Union européenne, reste forte.

Mais peut-être que ces « étrangers » ont une meilleure conscience des potentialités de l'Union : 23 400 milliards d'€ de PIB et une épargne pour la seule zone euro qui s'élève à 12 000 milliards d'€.



## **Ariane, Airbus : l'industrie spatiale et aérospatiale européenne se développe et se réforme**

### **Ariane 5 toujours en forme !**

Arianespace commande 18 nouvelles fusées au constructeur Astrium, filiale d' « Airbus Group » (ex-EADS). Elles viennent s'ajouter aux 35 commandées en 2009 et vont permettre à 550 entreprises, dont 20% de PME, de maintenir et créer 6 000 emplois dans 12 pays.

Le contrat de 2 milliards d'euros confirme la bonne santé des lanceurs Ariane 5 et, de cette commande, les premières fusées seront lancées dès 2017.

Soulignons, pour le rappeler, qu'Arianespace lance plus de la moitié des satellites commerciaux dans le monde et qu'elle exploite également, depuis Kourou, le lancement des fusées Soyouz et de Vega.

### **L'A380 enfin autorisé en Inde**

L'Airbus 380 va enfin pouvoir desservir quelques aéroports indiens dont ceux de Delhi et de Bombay. Le gouvernement vient en effet de lever l'interdiction de desservir le pays, interdiction qu'il avait instaurée pour préserver sa compagnie nationale non équipée de cet appareil.

Ce changement de politique tient compte d'une saturation du ciel indien, d'où la nécessité d'avoir des appareils embarquant davantage de passagers, ce que permet l'A380 avec une moyenne de 550 sièges. C'est aussi un calcul économique que d'ouvrir à la concurrence le ciel indien tant l'augmentation de la demande de déplacements aériens est forte.

Deux conséquences sont à attendre de cette autorisation, encore partielle : l'une heureuse pour les Européens qui devraient bénéficier de commandes supplémentaires d'Airbus ; l'autre plus malheureuse pour Boeing qui perd son monopole indien.

## **La bonne santé n'empêche pas les restructurations**

Airbus groupe annonçait en décembre la suppression de 5 800 postes d'ici à 2017, dont 5 300 dans la branche défense et 500 dans les fonctions centrales (Ressources humaines, comptabilité, moyens généraux...). Les départs se feront, pour l'essentiel, de manière volontaire et 1 500 postes pourraient être réorientés vers les deux autres branches du groupe : Airbus et AirbusHelicopters (ex-Eurocopter).

Les sites français sont touchés à hauteur de 1 700 postes parmi lesquels 396 à Toulouse, 309 aux Mureaux, 239 à Elancourt (région parisienne) et 213 à Saint-Médard-en-Jalles (près de Bordeaux).

Le comité européen d'entreprise a été informé de cela et ce plan, préparé de longue date, est la conséquence de la restructuration de EADS devenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier « Airbus Group » avec trois branches distinctes : « Defense and Space », Airbus et AirbusHelicopters. C'est la branche « Defense and Space », qui est la plus touchée notamment la société ASTRIUM qui perd, en France 1070 salariés. L'autre société la plus touchée est Airbus Military dont les effets les plus sensibles se font sentir en Espagne.

## **La situation ukrainienne**

Ce qui se passe dans ce pays ne peut nous laisser indifférents. Le 21 novembre 2013, le président ukrainien, sous la pression de Vladimir POUTINE, refusait de signer l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, accord pourtant négocié depuis de longs mois.

Au-delà de cet accord avorté, c'est un bras de fer entre l'UE et la Russie qui apparaît. Ce pays, sous la pression de son président, souhaite retrouver la puissance de l'ex-URSS. Le problème, c'est que le bras de fer est inégal. La Russie est musclée car unique ; celui de l'Union est mollasson car il s'agit d'une addition de membres –aux deux sens du mot- dont la



musculature, liée à la volonté de s'imposer, est disparate.

L'opposition ukrainienne pro-européenne revendique son appartenance à l'Europe ; son souhait est de rejoindre l'espace démocratique, respectueux des droits de l'homme, qu'est l'Union européenne. Au-delà, il y a l'espérance d'une amélioration des conditions de vie par un saut économique qui sortirait le pays de la récession : moins 1,25% de son PIB en 2012 et un déficit public qui passe de 5,5% à 7,5% en 2013.

Les Ukrainiens ont cependant conscience que la géographie et l'histoire les lient à la Russie. Ils savent qu'un accord d'association avec l'Union ne signifie pas que cela ira jusqu'à l'adhésion. Mais ils veulent cet ancrage à l'Ouest car le modèle Biélorusse leur sert d'épouvantail et qu'ils veulent garder leur liberté.

Leur révolte va donc au-delà d'un accord qu'ils n'ont pas lu. Fermer les portes de l'Union européenne pour ne tenir ouvertes que celles de la Russie, est un danger de domination qu'ils pressentent et qu'ils refusent.

Sur le plan commercial, les échanges entre l'Ukraine et la Russie ou entre l'Ukraine et l'Union européenne sont équivalents. Mais en matière d'énergie il en est autrement puisque 100% de l'approvisionnement énergétique ukrainien est russe.

Adhérer à deux marchés de libre-échange, celui de la Communauté économique euro-asiatique (EURASEC) et celui du Marché intérieur de l'Union européenne ne semble a priori pas incompatible. Pourtant, cela équivaudrait à une libre circulation commerciale entre les deux Marchés, l'Ukraine servant de simple passerelle. Cela n'est donc pas possible.

La solution, si elle était seulement commerciale, pourrait-être trouvée si les négociations entre l'Union européenne et la Russie aboutissaient à un accord de libre échange. Mais voilà, le problème est politique.

Le 28 janvier, le sommet UE/Russie a permis au président russe de rencontrer celui de la Commission et celui du Conseil européen. On voit bien déjà la différence : une voix unique et forte d'un côté ; deux voix affaiblies par les 28 qui, derrière, décideront en dernier ressort de la viabilité des accords conclus.

Les Russes accusent l'UE d'ingérence dans les affaires de l'Ukraine. Mais cette ingérence n'est-elle pas légitime ? Les Russes marquent une ingérence bien plus grande puisqu'ils ont acheté le président ukrainien avec 15 milliards de dollars de prêts et une baisse considérable du prix du gaz fourni à ce pays !

Dans cette affaire, il s'agit bien à présent de mesurer la capacité de l'Union à établir un front commun qui donne un début d'assise à une politique étrangère commune. Avec l'accord récent, le 20 janvier, des ministres des Affaires étrangères sur une mission militaire européenne en Centrafrique qui sort la France de son isolement, un frémissement apparaît en matière de défense. Il serait bien que ce frémissement se fasse aussi sentir en matière de diplomatie sur l'affaire ukrainienne qui, de fait, devient une affaire euro-russe !

Mais j'ai entendu peu de voix, et lu peu de commentaires sur cette nécessité d'une politique étrangère commune, car là est la solution.



**Aimons l'Europe : votons !**



## Le dossier

### **France-Allemagne : de divergences en convergences, l'entente nécessaire pour faire avancer l'Union !**

Lors de sa conférence de presse du 14 janvier, le Président HOLLANDE a proposé une coopération renforcée à l'Allemagne. Trois domaines sont signalés.

Le premier concerne une *initiative pour une convergence économique et sociale*, saluant l'adoption d'un salaire minimum dans ce pays et demandant d'aller aussi vers une harmonisation fiscale, notamment pour les entreprises.

Le deuxième porte sur la transition énergétique, le Président souhaitant une meilleure coordination pouvant aboutir à une *filière de la transition énergétique* calée sur le modèle d'Airbus.

Le troisième repose sur *l'Europe de la défense* que le couple franco-allemand pourrait porter.

« *Il ne faut pas que l'Europe s'affaiblisse. En la renforçant, on protégera davantage la France* » affirme François HOLLANDE. Le 19 février prochain, un Conseil des ministres franco-allemand se tiendra à Paris pour examiner les conditions de relancer l'idée européenne et d'avancer vers une union économique et monétaire, le président soutenant l'idée d'un gouvernement de la zone euro disposant de la capacité financière. Soutiendra-t-il alors l'ambitieux programme allemand pour la zone euro ? Là est la question !

#### **Vers une union de la zone euro !**

C'est ce que propose un groupe d'économistes et de professeurs d'université dépassant les clivages politiques. Leur idée est très largement reprise par le gouvernement de coalition. Le groupe de Gleinicke, tel est son nom, part du constat que la crise n'est pas derrière nous et que ni les banques, ni les dettes souveraines, ni la compétitivité ne sont à l'abri de nouveaux déboires. Cela est d'autant plus sensible que les divergences économiques s'accroissent entre la France et l'Allemagne, mais aussi entre le Nord et le Sud de l'Union.

Il faut donc renforcer l'intégration de l'Union économique et monétaire. Quatre principes sont avancés :

- Une Union bancaire assurant la régulation du système financier et la création d'un Fonds monétaire européen sur la base du Mécanisme européen de stabilité (MES) pour faire face aux crises de liquidité ;
- Une solidarité accrue par la création d'un système d'assurance chômage de la zone euro facilitant la mobilité ;
- Un mécanisme de sanction qui garantisse l'effectivité d'un Etat de droit ;
- Enfin, le renforcement du volet politique de la zone euro assurant la conservation des biens communs, notamment en matière de solidarité quant au partage des flux d'immigration.

Pour concrétiser ce projet, la rédaction d'un traité fondateur sur l'euro est utile. Angela MERKEL n'écarte pas cette hypothèse et commence à consulter ses pairs sur l'idée d'un nouveau traité pour la seule zone euro.



A priori, rien ne devrait gêner l'étude d'une telle hypothèse si l'on en croit les propos du Président de la République. Sauf que la France ne s'est pas prononcée sur cette perspective qui entraînerait *de facto*, un abandon de souveraineté, la zone euro devenant une organisation fédérale, ce qui ne ferait que conforter les décisions telles que celle de l'Union bancaire et assurerait, enfin, une assise politique à la monnaie unique.

### **La France achète son électricité en...Allemagne.**

C'est un paradoxe pour le pays des centrales nucléaires et de l'électricité bon marché qui en découle. Désormais, cette énergie est moins chère en Allemagne, d'où un solde commercial de 4,4 térawatt heures (Th) en faveur de ce pays. Ce n'est pas la qualité de sa production qui en est la cause. Non, c'est, d'une part le développement massif des énergies renouvelables et, d'autre part, l'utilisation plus importante de centrales au charbon. Ainsi, ses voisins, en important davantage d'électricité allemande, contribuent aussi à favoriser une industrie polluante.

La solution n'est pas, selon ce que propose le président français de mettre en place une filière de la transition énergétique avec l'Allemagne, mais beaucoup plus largement de créer un vrai marché commun de l'énergie équilibrant la production d'énergies renouvelables et d'énergies nucléaires, tout en supprimant progressivement les énergies d'origine fossile.

### **Vers une Europe de la défense ?**

Le sujet est abordé par le Président de la République française, mais il est aussi un des objectifs de la nouvelle équipe gouvernementale allemande, c'est en tous cas une des prérogatives fixées à la nouvelle ministre de la défense, Mme Ursula Von der LEYEN.

Cependant, les divergences sont fortes. L'Allemagne est peu intéressée par l'Afrique alors que la France en est imprégnée et que, malgré ses dénégations, elle entend continuer à y exercer une influence forte. Concernant le Mali ou encore la Centrafrique, aucune concertation préalable avec ses partenaires avant d'intervenir ; aucune demande à l'OTAN pour une intervention coordonnée des Européens. La France décide, puis met ses partenaires devant le fait accompli et réclame leur soutien, essentiellement financier.

Avec les Britanniques, il y a un vrai rapprochement et une réelle volonté de coopération, voire d'intervention commune. Sauf que lors des frappes sur le sol libyen, 80% des opérations de ravitaillement en vol ont été réalisées par l'OTAN, notamment par les forces américaines. L'autre problème d'outre-manche est que les Anglais refusent toute idée de défense européenne et n'entendent pas associer les autres pays européens aux accords franco-britanniques !

Quant aux autres pays, mis à part la Pologne, ils s'accommodent fort bien de la situation actuelle, conscients qu'une défense européenne signifierait aussi un transfert de charges et, pour un certain nombre, une mise en commun des productions d'armement qui échapperaient ainsi à une politique nationale.

Il reste donc bien du chemin à faire, même si l'accord intervenu lors du Conseil européen du 19 décembre laisse entrevoir un frémissement par l'intervention d'autres troupes européennes, notamment allemandes, en Centrafrique.

### **Coalition gouvernementale plutôt francophile**

Le nouveau gouvernement conduit par Mme MERKEL laisse entrevoir une plus grande attention de nombre de ministres à la relation franco-allemande. Qu'il s'agisse de Sigmar GABRIEL, leader du SPD, ministre de l'économie et de l'énergie, de Franck-Walter STEINMEIER (SPD), ministres des Affaires étrangères, d'Ursula Von der LEYEN (CDU), ministre de la défense ou encore de Peter ALTMAYER (CDU), ministre de la Chancellerie,



toutes ces personnalités sont des francophiles qui devraient, par leur connaissance de notre pays, faciliter les relations avec leurs homologues, mais aussi entre la Chancelière et le Président français. Au-delà de cette relation, un gouvernement de coalition favorise également un adoucissement des positions de Mme MERKEL, notamment quant à son goût pour l'austérité dans les pays surendettés.

Autre entrée intéressante au gouvernement, celle de Jörg ASMUSSEN, membre du directoire de la BCE et fidèle soutien de Mario DRAGHI, ce qui devrait apaiser les tensions entre la Banque centrale et la Chancellerie qui contestait souvent les initiatives du président de la BCE

A présent, que fera cette coalition pour, au-delà de la relation franco-allemande, accentuer l'intégration européenne ? Mme MERKEL reviendra-t-elle à un fonctionnement moins intergouvernemental de l'Union ? Et comment réagira la France et les autres pays face à la volonté allemande –si elle se confirme- d'aller vers plus de fédéralisme en zone euro ? Toutes ces interrogations n'ont pas encore de réponses, mais celles-ci ne devraient pas tarder !

Dernier point de ce dossier, la « **stratégie France** » du Land de Sarre.

Dans quelques temps, tous les panneaux de ce Land seront bilingues, allemand/français. C'est une décision prise à l'initiative de la Ministre-présidente conservatrice Annegret KRAMP-KARRENBAUER qui veut qu'en 2043, le temps de former une génération, tous les Sarrois maîtrisent autant la langue de Molière que celle de Goethe. Un tiers des jardins d'enfants (180) sont déjà bilingues et cela devrait se généraliser.

Le but affiché est autant culturel qu'économique sur fond de rareté de la main-d'œuvre. 18 000 Français viennent travailler en Sarre chaque jour et la principale usine, l'équipementier ZF, emploie un tiers de Français sur les 4 000 salariés que compte l'entreprise.

En France, la Moselle prépare le même programme. Voilà une belle façon de favoriser, à termes, des euro-régions où l'intégration de proximité sera un plus pour faciliter celle européenne.

## « **Aux urnes citoyens !** »

*Les partis politiques ont pratiquement tous désigné leurs têtes de listes et boucleront les candidatures prochainement, à moins qu'ils n'attendent le résultat des municipales pour repêcher quelques perdants ! A part quelques rares cas de bon sens quant aux désignations, la médiocrité des candidats en position d'être élus est telle qu'il faut bien s'attendre à encore un peu plus de turpitudes !*

*Non seulement nous sommes la risée de nos partenaires qui eux, accordent davantage de poids au Parlement européen, mais ce type de manœuvre peu honorable est de nature à favoriser l'abstention, pire, à faire un lit déjà fort large aux extrémistes, notamment à droite.*

*Car, ne nous trompons pas, les populistes et anti-européens s'organisent sous la houlette de Marine LE PEN. Et si les divisions entre ces partis très hétéroclites n'assurent pas un groupe d'extrême droite au Parlement européen -la règle étant de rassembler 25 députés (ce qui devrait être faisable) de 6 pays (ce qui l'est moins...pour l'instant)-, nous avons malheureusement la certitude que ces opposants à l'Europe seront nombreux et donc représentent un risque pour le bon fonctionnement du PE.*



*Autre fragilité française, le nombre de « cumulards ». Selon une étude de la Fondation Schuman, sur 74 députés français, 40,5% cumulent avec des fonctions locales. C'est moins que leurs collègues à l'Assemblée nationale qui sont 60%, mais cela n'est pas satisfaisant pour autant.*

*Ces 40,5% représentent 2 fois la moyenne des autres pays qui acceptent aussi le cumul : Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Pologne et Espagne, cette moyenne étant à 19,60%. Les écarts sont cependant importants puisqu'ils vont de 4,1% pour les Britanniques à 22,2% pour les Allemands en passant pas 11,1% pour les Espagnols.*

*Cerise sur le gâteau, la loi sur le cumul des mandats qui entrera en vigueur le 31 mars 2017, ne sera applicable aux députés européens qu'en...2019 !*

*Ces quelques éléments montrent combien ces élections seront difficiles. Ce n'est pas avec de telles pratiques que l'on mobilisera les électeurs.*

*Et pourtant, il faut bien que tous les Européens convaincus se mobilisent pour éviter l'entrée d'un trop grand nombre de « destructeurs » d'Europe au Parlement européen. Car, au-delà de cette élection, c'est aussi tout l'équilibre d'un exécutif à têtes multiples qui est en cause, tous les dirigeants de l'Union devant changer.*

*Le Président de la Commission devra être issu de la majorité qui va se dégager lors de l'élection. Encore faut-il qu'une majorité, même de coalition, se dégage ! Et du choix du Président de la Commission dépendra ensuite le choix de la ou du Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune ; celui du Président du Conseil européen, puis celui de l'euro-groupe.*

*Il est aisé de mesurer l'importance de ce scrutin. Ou nous avons un Parlement fort, en capacité de travailler, et nous avons une chance que les prochains dirigeants soient plus autonomes vis-à-vis des gouvernements ! Ou nous avons un Parlement faible, de par les blocages qu'opéreront les extrémistes, et nous perdrons 5 ans, si ce n'est davantage, à positionner l'Union européenne sur la scène internationale. Les USA, la Russie et tous les pays émergés ne nous attendront pas pour s'affirmer et prendre notre place partout dans le monde où aucun pays, pris individuellement, ne sera en capacité de peser.*

*Je veux être cependant optimiste et croire en un sursaut de nos compatriotes et de tous les Européens.*

## **Le 25 mai, votez et faites voter pour le Parlement européen**

**Prochaine édition :  
Le jeudi 6 mars 2014 à 19 h 00**

